

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

ÉCOLE NATIONALE
DE LA MAGISTRATURE

PARTIE RÉSERVÉE AU JURY

N° de dossier du candidat :

0001

NOTE

15/20

Le candidat ne doit rien écrire dans la partie réservée au jury. IL NE DOIT PAS SIGNER SA COMPOSITION

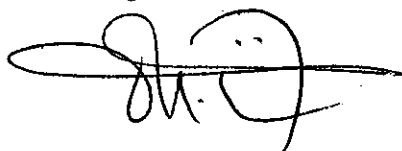
NOMBRE DE FEUILLES INTERCALAIRES :

3

COMPOSITION DE Droit civil (cas pratique)

Certifié exact.

LE MAGISTRAT OU FONCTIONNAIRE
CHARGÉ DE LA SURVEILLANCE
(signature)



1) Monsieur Pothier, salarié de l'entreprise Laysel travaille sur un chantier et profite de la négligence du contremaître, lequel ne ferme pas à clé le cabanon contenant les explosifs pour faire exploser un laton de dynamite près du chantier. M. Domat, riverain du chantier, traverse cette zone au même moment malgré les panneaux indiquant zone dangereuse et que le chantier soit interdit d'accès au public. M. Domat est malade

blessé et laisse seul son compagnon, sans ressources.

Examinons la responsabilité délictuelle des différents responsables (I) pour apprécier quels sont les dommages réparables (II)

I - des différents responsables

La responsabilité délictuelle de trois responsables peut être examinée : celle de l'entreprise Laysel (A), celle de M. Pothier le salarié (B), et celle du contremaître (C).

(A) La responsabilité de l'entreprise Laysel.

L'entreprise Laysel est l'employeur de l'auteur direct de l'accident à savoir M. Pothier. D'après l'article 1384 alinéa 5, les commettants sont responsables du dommage causé par leurs domestiques quand les conditions suivantes sont réunies : - un dommage réparables

- un lien de subordination entre le commettant et le préposé

- une faute du préposé

- le préposé a agi dans le cadre de sa mission sans excéder les limites

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

de mission fixé par le commettant. En l'espèce, N. Pothier est à l'origine du dommage puisqu'il fait exploser l'explosif. Il est le salarié de l'entreprise Loyzel, ce qui suppose un lien de subordination entre les deux. Il commet un fait fautif en profitant de la négligence du contremaître pour se servir des explosifs. Reste à savoir s'il a agi dans le cadre strict de sa mission. En effet, le commettant peut dénier de sa responsabilité s'il prouve que le préposé a commis un abus de fonction ^{qu'il agit} ~~car à dire hors de fonction à laquelle il est employé, son autorisation et à des fins étrangères à son attributions~~ (AP, 1965/1966). Cette caractéristique semble facilement prouvable car on peut supposer que son patron ne lui a pas demandé de faire exploser l'explosif mais, en pratique, cet abus de fonction est rarement retenu. En effet, le droit civil préfère garantir l'indemnisation de la victime en lui permettant de s'adresser au chef d'entreprise, plus certainement solvable que le salarié. Pas moins de huit décisions d'Assemblée plénière ont été rendues à ce sujet entre 1960 et 1988. Ainsi, n'engage pas sa responsabilité à l'égard des tiers le préposé qui agit sans excéder les limites de la mission impartie par son commettant (AP, 25/02/2000). En l'espèce, le salarié agit dans le cadre de son travail, sur son lieu de travail et certainement pendant ses heures de travail. Il semble donc difficile de pouvoir exonérer le commettant en retenant l'abus de fonction du salarié. La responsabilité délictuelle du commettant, à savoir l'entreprise Loyzel, du fait de N. Pothier peut donc être retenue. Examinons maintenant la responsabilité de N. Pothier (B).

(B) La responsabilité de N. Pothier

D'après l'article 1382 du code civil, il est possible de retenir la responsabilité pour faute de N. Pothier. En effet, celui-ci se servit délibérément des explosifs et causa un dommage à un passant. Il doit donc répondre

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

de cet acte positif qu'il commet. D'ailleurs ce fait pourra être qualifié pénalement d'homicide involontaire. Dans ce cas, la victime aura la possibilité d'exercer une action tant à l'encontre du commettant que du salarié (Civ 2^e, 21/02/2008)

D'autre part, d'après l'article 1384 alinéa 1, il peut être reconnu responsable du fait de la chose qu'il avait sous sa garde. Il existe en effet une présomption de responsabilité du gardien de la chose. Est gardien, celui qui a l'usage, la direction et le contrôle de la chose (arrêt France, civ 1^{re} 23/02/1977). En l'espèce, N. Pothier utilise lui-même les explosifs, il décide lui-même de les lancer et contrôle les latons d'explosif. Il en est donc le gardien même s'il n'en est pas le propriétaire initial. Il en devient le gardien personnel. De plus le maniement des explosifs est très dangereux. Le gardien prend donc un risque potentiel en s'en servant. Ainsi, dès lors que les juges du fond constatent que la chose était dangereuse et qu'elle a été l'instrument du dommage l'article 1384 alinéa 1^{er} s'applique. On peut donc retenir la responsabilité du fait des choses à l'encontre de N. Pothier. Celui-ci pourra s'exonérer en prouvant soit la faute de la victime ou la force majeure. La force majeure résulte d'un événement imprévisible, irrésistible et extérieur. Or en brandissant l'explosif, N. Pothier prenait des risques prévisibles. La force majeure ne peut donc pas être retenue. Par contre, N. Pothier est entré sur une zone de chantier interdite au public où un danger potentiel était annoncé. La faute de la victime pourrait donc exonérer partiellement l'auteur en réduisant notamment son indemnisation. Qu'en est-il maintenant de la responsabilité du contremaître ©

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

① La responsabilité du contremaître

D'après l'article 1382 du code civil, "tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer". Or, par son acte d'omission il commet une négligence en ne refermant pas la porte du cabanon contenant les explosifs. Cela permet à N. Pothier de dérober les explosifs et de provoquer le dommage. Pour retenir la responsabilité du contremaître, il faut, en outre, un lien de causalité certain entre la faute caractérisée et le dommage. Deux théories sont retenues pour examiner si le lien de causalité est direct : la causalité à égalité et l'équivalence des conditions. La Cour de Cassation a marqué récemment sa préférence pour l'équivalence des conditions. Aussi, tant le fait du contremaître que celui de N. Pothier ont conduit au dommage. Ils pourraient donc partager leurs responsabilités.

Néanmoins, la responsabilité délictuelle est alternative et non cumulative. Si les trois protagonistes peuvent être retenus responsables, la victime devra opter pour un fondement. Or, en agissant sur le principe de la responsabilité des commettants du fait des préposés, elle s'assure une indemnisation plus certaine. Quels sont les dommages réparables (II)

II - Les dommages réparables.

Pour être réparables, les dommages doivent constituer un préjudice direct, personnel, certain et un intérêt juridique légitimement protégé. N. Pothier est victime de ces blessures, il ne peut donc plus

faire valoir son action directement. Par contre, son compagnon peut, au sens de l'article 31 du code de procédure civile, obtenir une action en tant que victime par ricochet de son compagnon car il a un intérêt à agir. Le préjudice est donc direct, personnel, et certain car sans le décès de son compagnon, il n'aurait pas de dommage. Il dispose également d'un intérêt juridiquement légitime à agir car il est dit sans ressources par le décès de son compagnon.

Plusieurs sortes de préjudices sont envisageables. Le compagnon de N. Pothier pourra prétendre à se faire indemniser d'un préjudice ^(matériel) matériel (perte de revenus, frais médicaux...) que moral. ^(moral) Néanmoins, N. Pothier a commis une faute en tant que victime, son indemnisation pourra donc être réduite.

De plus, l'entreprise Loysel pourrait avoir subi des dommages suite à l'explosion sur son chantier. Elle pourra se retourner contre ses salariés si une faute est reconnue à leur encontre.

2) M. et Mme Loysel ont des soucis avec leur fils Pierre, âgé de 8 ans, lequel, alors qu'il se trouvait en vacances chez sa grand-mère a volé une boîte d'allumettes et mis le feu à la grange du voisin, M. Combès lequel s'est blessé au bras droit en tentant d'éteindre l'incendie. Cet accident est regrettable d'autant que le voisin est passionné de tir à l'arc et était favori aux championnats régionaux dont il avait passé les tournois éliminatoires. Quels sont les responsables (I) et quels sont les dommages réparables (II)?

I - Les responsables

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

Trois sortes de responsabilité peuvent être examinées : celle de l'enfant (A), celle des parents (B) et celle de la grand-mère (C).

(A) Responsabilité de Pierre

Sur le fondement de l'article 1382 du Code civil, il est possible de retenir la responsabilité pour faute de l'enfant qui met le feu à la grange. De même, sur le fondement de l'article 1386 alinéa 1, il est possible de retenir la responsabilité du fait des choses. En volant la boîte d'allumettes, il en est devenu le gardien (usage, contrôle et direction) causant un dommage qui est la cause directe de l'incendie et de la blessure du voisin. En effet, les juges du fond ne recherchent plus le discernement de l'enfant pour le rendre responsable. De plus, Pierre a huit ans, il a donc l'âge de raison. Néanmoins, sa culpabilité est incertaine. Il semble donc plus opportun de rechercher la responsabilité de ses parents (B).

(B) de responsabilité de M. et Mme Loysel.

L'article 1386 al 4 prévoit la responsabilité des parents du fait de leurs enfants lorsque quatre conditions sont réunies. En effet, d'un simple défaut de surveillance ou d'éducation, on est passé à une présomption de responsabilité des parents du fait de leurs enfants. Les parents sont présumés responsables quand :

- le dommage est causé par un enfant mineur sans vérifier s'il est capable de discernement (arrêt *Sémir et Derguini*, AP, 9/05/1984)
- un simple fait causal de l'enfant (arrêt *Fullenwarth*, AP, 9/05/1984)
- les parents sont titulaires de l'autorité parentale
- le mineur habite chez ses parents ou l'un des deux (Art 206)

2000)

En l'espèce, Pierre est mineur. Il cause l'incendie par son propre fait en allumant des allumettes. Il semble que les parents soient titulaires de l'autorité parentale. D'autre part, s'il est actuellement en vacances chez sa grand-mère, c'est la résidence habituelle de l'enfant chez ses parents qui compte. En l'espèce, il semble que Pierre réside habituellement chez ses parents. Les parents sont donc responsables de plein droit du fait de leur enfant. Ils ne peuvent dénier qu'en prouvant la faute de la victime ou la force majeure. Or, le fait de se servir d'allumettes près d'une grange n'est pas un fait imprévisible ni irrésistible; la force majeure ne pourra donc être retenue. Par contre, le fait que le voisin se blesse en voulant éteindre l'incendie pourrait être une faute car il prend un risque. Néanmoins, il semble logique qu'il tente de sauver son bien et d'arrêter l'incendie. Aucune évacuation n'étant possible, les parents sont responsables de plein droit, d'autant qu'ils souscrivent en général à une assurance multi-risques pour prendre en charge ces dommages. Qu'en est-il de la responsabilité de la grand-mère (C).

(C) de responsabilité de la grand-mère

Pierre a commis ce dommage alors qu'il résidait

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

temporairement chez sa grand-mère. On pourrait donc lui reprocher un défaut de vigilance ou de surveillance de l'enfant. Néanmoins, c'est la résidence habituelle de l'enfant qui est essentiellement pour déterminer qui en était responsable au moment des faits. En effet, le fait que l'enfant séjournait chez ses grands parents en vacances n'écarte pas la responsabilité de plein droit des parents dès lors qu'il résidait habituellement avec eux (Cass. 5/02/2004). La responsabilité de la grand-mère ne peut donc être retenue. Seule celle des parents est possible. Qu'en est-il maintenant des dommages réparables (II.)

II - Les dommages réparables.

Pour être réparable, un dommage doit découler d'un préjudice direct, personnel, certain et constituer un intérêt juridique légitimement protégé. En l'espèce, le préjudice de N. Cambacères est ^{et personnel} direct car il est propriétaire de la grange détruite et il est blessé au bras droit. Par contre, le caractère certain du préjudice est plus flou. En effet, il semble avoir de bonnes chances de remporter le championnat régional de tir à l'arc mais l'accident l'empêche de se servir de son bras droit essentiel à la conduite de son sport. Néanmoins, il existe un aléa car rien ne permet d'affirmer qu'il aurait remporté le championnat. Mais le fait de ne pouvoir disputer les épreuves est pour lui une perte de chance. Il peut donc être indemnisé à ce titre. Or, constitue une perte de chance réparables, la disparition actuelle et certaine d'une éventualité favorable (Cass. 21/11/2006). En l'espèce, en ayant franchi les barages d'élimination

et en étant forcé, il avait toutes les chances de réussir. Son dommage peut donc être réparable. Enfin, il dispose d'un intérêt juridique légitimement protégé car sans le fait causal de l'enfant, il n'aurait pas perdu sa grange ni l'usage temporaire de son bras.

Plusieurs types de préjudices peuvent être pris en compte. Concernant les préjudices matériels, il pourra se faire indemniser des dommages liés à la reconstruction de sa grange ainsi que des objets qui s'y trouvaient. Si N. Cambacères se servait de cette grange pour sa profession, il pourra en outre faire valoir une perte de revenu. Par la perte d'usage temporaire de son bras, il pourra mettre en avant les frais médicaux engagés ainsi que la perte de revenu due à son incapacité temporaire de travail.

Concernant le préjudice moral, il peut avoir droit à l'évaluation du "pretium doloris" en fonction de ses souffrances et séquences actuelles et à venir. Il peut aussi demander l'indemnité pour préjudice d'agrément. En effet, le tir à l'arc est sa passion et pendant un certain temps il ne pourra l'exercer. Enfin, la grange était peut-être un bien de famille auquel N. Cambacères tenait particulièrement car il y avait pleins de souvenirs. Tous ces aspects seront à prendre en compte pour indemniser les dommages de N. Cambacères.